

DGM

N° 55/CA du répertoire

N° 2001-22/CA3 du greffe

Arrêt du 13 août 2014

Affaire : AGUIAR Irenée

C/

PREFET DE L'ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 février 2001, enregistrée au greffe de la Cour le 09 février 2001 sous le n°146/GCS par laquelle monsieur AGUIAR Irenée, contrôleur des services techniques des travaux publics à la retraite a introduit un recours de plein contentieux contre le Préfet de l'Atlantique aux fins de sa condamnation à lui payer la somme de six millions (6.000.000) francs de dommages et intérêts ;

Vu la lettre n°0352/GCS du 12 février 2001 mettant le requérant en demeure de consigner conformément à l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour suprême ;

Vu la lettre n°1165/GCS du 07 mai 2001 réceptionnée le 10 mai 2001 à son cabinet par laquelle maître Raphaël Gnanih, avocat à la Cour, conseil du requérant, a été invité à produire à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°1116/GCS du 08 octobre 2003, reçue le 14 octobre 2003 et par laquelle maître Raphaël Gnanih a été mis en demeure aux fins de faire parvenir à la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n°1623/GCS du 20 avril 2004, réceptionnée le 27 avril 2004, par laquelle une nouvelle mise en demeure a été adressée à maître Raphaël Gnanih aux mêmes fins ;

Vu la lettre n°1632/GCS du 20 avril 2004 par laquelle le requérant a été également mis en demeure pour la production du mémoire ampliatif ;



Vu le reçu n°2081 délivré le 06 mars 2001 par le greffier en chef au nom du requérant et attestant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose que recruté le 01 avril 1968 par la préfecture de Cotonou en qualité d'agent auxiliaire de l'administration publique et immatriculé à la Caisse Dahoméenne de Sécurité Sociale (CDSS), son employeur opérait des retenues pour pension sur son salaire ;

Qu'après avoir changé de régime de pension, il n'avait aucune inquiétude relative à ses cotisations faites à l'OBSS ;

Mais qu'une fois admis à la retraite, ce fut une grande surprise pour lui de recevoir du Trésor Public un ordre de recette d'un montant de deux millions cent quatre vingt douze mille six cent quatre (2.192.604) francs ;

Que cette situation a fait réduire sérieusement sa pension qui ne lui permet plus de répondre à ses besoins ;

Qu'il sollicite alors le remboursement intégral de ses cotisations et des dommages et intérêts qu'il évalue à six millions (6.000.000) de francs.



## EXAMEN DU RECOURS

Considérant que les articles 51, 69 et 70 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 et reprise par celles des articles 12 et 33 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême, disposent :

« article 51 : Le rapporteur dirige la procédure.

Il ordonne communication du dossier de l'affaire aux autorités compétentes s'il en est besoin.

Il procède à toutes mesures d'instructions qu'il estime nécessaires.

Il assigne aux parties en cause un délai pour produire leurs mémoires. Ce délai ne peut être inférieur à un mois sauf en cas d'urgence reconnu par ordonnance du Président de la Cour suprême, sur requête de la partie qui sollicite l'abréviation de délai. »

« article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur, prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai. »

« article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. »

Considérant que le requérant, invité par lettre n°1165/GCS du 07 mai 2001, puis mis en demeure à plusieurs reprises par lettres n°1116/GCS du 08 octobre 2003, n°1623/GCS et 1632/GCS du 20 avril 2004, à produire son mémoire ampliatif, n'a pas réagi ;

Que dans ces conditions il convient de conclure qu'il est réputé s'être désisté en application des dispositions ci-dessus citées.





**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur AGUIAR Irenée est réputé s'être désisté de son recours de plein contentieux en date du 05 février 2001.

**Article 2 :** Les frais sont mis à sa charge..

**Article 3 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT;**

**Etienne FIFATIN**

**Et**

**Etienne AHOUEANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi treize août deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat Général ;

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Calixte A. DOSSOU-KOKO**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-Rapporteur

  
**Jérôme O. ASSOGBA**

Le greffier

  
**Calixte A. DOSSOU-KOKO**